



Belgeo

Revue belge de géographie

1-2 | 2001

Electoral geography

Choix de vote et lieux de vie : analyse géographique des résultats électoraux des villes et des villages de Roumanie (1992-1996)

Voting choices and the places of living: geographical analysis of the electoral results in Romanian cities and villages (1992-1996)

Violette Rey



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15389>

DOI : 10.4000/belgeo.15389

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 137-146

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Violette Rey, « Choix de vote et lieux de vie : analyse géographique des résultats électoraux des villes et des villages de Roumanie (1992-1996) », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2001, mis en ligne le 30 novembre 2001, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15389> ; DOI : 10.4000/belgeo.15389

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Choix de vote et lieux de vie : analyse géographique des résultats électoraux des villes et des villages de Roumanie (1992-1996)

Voting choices and the places of living: geographical analysis of the electoral results in Romanian cities and villages (1992-1996)

Violette Rey

- 1 Des élections libres et des électeurs ayant le choix entre plusieurs partis, telle a été la manifestation concrète la plus symbolique d'une liberté individuelle et sociale recouvrée et de l'entrée en démocratie après la chute du Rideau de Fer. Y a-t-il pour autant aussitôt une société civile organisée et apte à répondre à ce nouveau fonctionnement politique ? La décennie 90 a été riche en surprises, alors même que les enjeux politiques sont extrêmes. En particulier quel devenir assigner au « patrimoine » socialiste à désocialiser et qui se trouve dans les mains d'Etats exsangues ? C'est donc l'Etat qu'il faut conquérir, par les urnes, « démocratiquement », pour contrôler les mécanismes de privatisation et de redistribution des biens et des moyens de production, pour être au bon endroit au bon moment...
- 2 « Dis-moi où tu habites et je te dirai comment tu votes... ». Mise sous forme de boutade, telle est l'hypothèse principale sous-jacente à toute étude de géographie électorale, et que l'analyse des scrutins municipaux en Roumanie pour 1992 et 1996 s'est chargée de mettre à mal. Au-delà d'un écart faible entre le vote des campagnes et celui des villes, c'est l'étonnante indifférence géographique des résultats qui surprend et renvoie à une réflexion sur l'ampleur des transformations socio-politiques produites par le système socialiste.

Questions théoriques de géographie électorale

- 3 De quels facteurs relève l'irrégulière répartition des résultats électoraux ? Etudes empiriques multiples et élaborations plus théoriques ont conduit à mettre en avant trois sortes de modèles interprétatifs.
- 4 Les premiers travaux ont cherché l'explication du côté des structures de longue durée et d'évolution lente qui façonnent l'espace et individualisent des régions ; le type de peuplement, les structures familiales, les structures de propriété et le rapport au patrimoine, la composition religieuse, le niveau d'éducation... autant de caractères qui ont été convoqués pour comprendre les climats politiques régionaux, selon l'expression du pionnier en la matière que fut A. Siegfried (1913). On peut dire qu'il s'agit d'un modèle à forte connotation culturelle et anthropologique.
- 5 Avec l'urbanisation croissante et la mobilité interrégionale élargie au sein de chaque Etat, la société civile et ses électeurs a perdu de ses particularités provinciales et s'est homogénéisée au plan national. Elle a opéré un transfert progressif de ses horizons locaux au profit de l'horizon national, parallèle au transfert de ses champs d'intérêt vers des intérêts catégoriels plutôt que locaux. C'est alors que la sociologie électorale prend un grand essor. Dans le registre spatial la différenciation entre l'urbain et le rural subordonne la différenciation régionale. Composition socio-professionnelle, niveaux de vie, facteurs économiques prennent la priorité pour interpréter la géographie des urnes. Le modèle, appuyé sur l'usage croissant des méthodes statistiques de l'écologie factorielle, est de nature économiste et matérialiste. Ces deux modèles cernent ce que l'on peut appeler la demande du corps électoral et ses prédispositions de vote, mais ils sont externes au système électoral lui-même.
- 6 Une troisième direction théorique, développée par les politologues, consiste à mettre l'accent sur les conditions à court terme du vote lui-même et sur le jeu stratégique des électeurs face aux enjeux de l'élection. Elle fait intervenir le rôle des conditions de scrutin dans la répartition des résultats, c'est-à-dire la manière dont l'institution étatique et la classe politique pense et organise la production des votes. Il s'agit d'une approche internaliste politologique centrée sur la relation entre le système de vote proposé et les électeurs-acteurs, qui renvoie aux fondements, aux représentations et aux valeurs qu'une société se donne dans sa façon d'organiser et de gérer la chose publique et politique.
- 7 Des trois modèles c'est assurément le troisième le plus difficile à mettre en œuvre pour analyser la différenciation géographique des résultats des urnes, mais ils ne sont pas forcément exclusifs l'un de l'autre. En particulier la notion de climat politique localisé demeure, avec des phases d'intensité variable selon la conjoncture. On sait bien que chaque société concrète et historique se construit dans un ancrage au territoire sur lequel s'exerce sa quotidienneté et se fonde son identité, et qu'en maintes occasions la solidarité territoriale l'emporte sur d'autres clivages sociaux de portée plus générale. Dans de telles conditions il convient alors de distinguer dans un résultat des urnes ce qui revient à chaque modèle. On conçoit même qu'intuitivement ce soit à partir d'une telle distinction des résultats que le pouvoir politique modifie les conditions de scrutin afin d'en tirer profit !

Des particularités de la transition post-socialiste en Roumanie aux hypothèses en matière de vote à la ville et à la campagne

Une spécificité de la transition en Roumanie

- 8 La transition post-socialiste est un « fait total », dont la complexité fuyante s'impose au premier rang dans toutes les études sectorielles conduites pour cerner au plus près les multiples mécanismes en jeu. Mais il est un fait total dont la totalité prend une configuration particulière au sein de chaque pays, allant jusqu'à la singularité dans certains cas comme celui de la Roumanie. Cette singularité recouvre ici trois aspects à forte connotation politique.
- 9 A la différence des pays voisins, le vide politique alternatif parut vite, après l'étrange « révolution de décembre 1989 » qui de façon sanglante avait rompu avec l'ancien régime. La dictature de Ceausescu avait subtilement joué de telle sorte que les mouvements dissidents soient quasiment inexistantes, sans base sociale et sans axes politiques et sociaux clairs ; quant au mouvement de « Front de Salut National » (FSN) il se révélait vite l'héritier réformé du modèle étatique précédent avec beaucoup de représentants de l'ancien régime. D'où ce premier élément de singularité, qui s'est traduit par une grande inexpérience face à la mise en place d'un système politique démocratique, sur fond d'extrême méfiance vis à vis de tout ce qui pouvait représenter l'institution étatique très dévalorisée.
- 10 L'explosion du « retour paysan » est la deuxième singularité du début de la transition roumaine. Seul ce pays a formulé la décollectivisation sous forme d'élimination radicale des coopératives agricoles avec reprise paysanne individuelle quasi immédiate des terres dans un mode de fonctionnement archaïque, autocentré sur la famille et obérant toute évolution productive du secteur agricole (von Hirschhausen, 1997). D'où cette singularité paradoxale à la fin du XXe siècle : l'effectif des emplois agricoles reprend une courbe ascendante et concerne aujourd'hui la masse considérable de plus de 3 millions, ce qui constitue plus du tiers de l'électorat. Le taux de la population urbaine reste quasiment stationnaire depuis dix ans (54 %), les retours au village existent de façon probablement conjoncturelle mais néanmoins significative. De plus la restitution des terres agricoles est rendue bien compliquée par quarante ans d'exode rural et une proportion considérable d'ayants droit à la propriété qui désormais habitent en ville et donc ont un droit de regard sur ce qui va se passer à la campagne.
- 11 La troisième particularité, sinon singularité, est liée à la forte présence de la minorité hongroise, rurale et citadine, en certaines zones de Transylvanie ; cette minorité pèse de façon cachée ou explicite sur toute la vie politique du pays, comme une menace à l'intégrité du territoire étatique, dans une logique de la peur si bien analysée par I. Bibo (1986) (parler de la mort de la nation ou de son anéantissement passe pour une phrase creuse... aux yeux d'un occidental... alors que pour les nations d'Europe de l'Est... il suffisait de cela pour mettre en doute leur existence, p. 162).
- 12 Dans de telles conditions de transition, une approche des choix de vote en fonction des lieux de vie, au village ou à la ville, prend tout son sens et peut a priori éclairer la singularité de la trajectoire roumaine de transition.

Les hypothèses politiques

- 13 Elles peuvent être formulées à partir des trois questions de l'attitude citoyenne, de la sortie du « frigidaire » avec le retour du paysage politique d'avant-guerre, de l'apparition d'une nouvelle polarité dans le paysage politique.
1. Dans quelle mesure le retour formel à la démocratie s'accompagne-t-il d'une attitude citoyenne de participation à la chose publique par l'action même de voter ? Aller voter suppose que l'on ait une vision claire de l'intérêt de l'enjeu du scrutin ; or après les mascarades des élections sous le régime précédent et dans la confusion de l'organisation des premiers scrutins, cet acte n'était pas automatiquement évident sauf peut-être pour les élections locales censées correspondre à des enjeux immédiats plus précis.
 2. Au début de la décennie 90 l'hypothèse selon laquelle la période socialiste avait été une mise entre parenthèse du cours antérieur de la vie publique avait un certain succès, conforté par la réapparition rapide des partis historiques d'avant-guerre, se croyant légitimés par leur opposition aux débuts du communisme, et aidés dans leur reconstitution par les grands partis occidentaux correspondants (Drewski, 1997). Nous avons déjà analysé le phénomène à propos de l'éventualité d'un retour des partis agrariens en 1990 et émis des réserves (Maurel et Rey, 1990). Reste à observer ce qu'il en est advenu depuis.
 3. L'hypothèse d'une nouvelle polarité gauche/droite, à la manière de ce qui structure l'espace politique occidental, n'est pas évidente ; car si le rejet du communisme peut être supposé général, la conscience aiguë de la nécessité d'une nouvelle modernité et d'une attitude « progressiste » est au moins a priori aussi forte que le besoin d'un certain conservatisme à caractère patrimonial.

Les hypothèses géographiques

- 14 Elles s'articulent sur deux entrées spatiales.
1. La sortie du frigidaire peut signifier le retour aux appartenances régionales historiques et un renouveau des identités provinciales qui pourrait s'exprimer par des « climats politiques » propres, une fois disparu l'impératif des votes uniformes imposés par le pouvoir totalitaire, en particulier dans les régions à minorités nationales.
 2. La dichotomie classique entre les campagnes politiquement conservatrices et les villes politiquement progressistes va-t-elle retrouver sens ? mais à partir de quoi ? Les campagnes tellement traumatisées, aussi bien au plan de la destruction physique de l'organisation agraire par la collectivisation qu'au plan moral et psychologique par la dévalorisation systématique du monde villageois « arriéré » à mettre au diapason du modèle du nouveau citoyen salarié et prolétaire industriel, donnent crédit à l'hypothèse d'un anticommunisme rural exacerbé et prêt à s'exprimer par un vote.
- 15 Au contraire du côté des villes l'idéologie et l'action concrète du socialisme fut en faveur d'une société urbaine nouvelle, mais avec des modalités diverses selon les types de villes : les grandes bénéficiaires en furent les villes moyennes, devenues chefs-lieux de département (réforme administrative de 1968), tandis que les plus grandes cités étaient coincées dans leur croissance et relativement marginalisées ; d'ailleurs c'est dans ces grandes villes de province que commença (ici comme dans les pays voisins) le vent de la contestation et de la révolte durant l'été 1989. D'où des hypothèses a priori plus nuancées en termes de choix électoraux post-communistes selon les catégories de villes.

Problèmes de sources et de méthodes ; la portée restreinte du vote municipal

Une analyse communale centrée sur les élections municipales de 1992 et 1996

- 16 Seule une analyse au niveau du maillage administratif élémentaire des communes (à défaut ...des bureaux de vote) permet d'avoir la vision géographique la plus fine de la différenciation spatiale des comportements électoraux.
- 17 Il serait certes très intéressant de pouvoir analyser au niveau communal les résultats des élections législatives de 1992 et 1996 parce que les plus significatives pour une réflexion sur l'évolution politique générale du pays ; malheureusement ces données sont inaccessibles. Les élections municipales sont les seules fournies au niveau communal et d'ailleurs uniquement pour l'élection des conseils municipaux, celle des maires se faisant séparément par un scrutin uninominal direct. En revanche les élections municipales sont particulièrement adaptées à une réflexion portant sur les rapports de dépendance, de complémentarité, de conflit ou d'indifférence que villes et villages entretiennent les uns avec les autres. Comme il s'agit d'élire des édiles chargés de la gestion territoriale de base, les effets de voisinage, de solidarité ou de conflit ont une importance bien supérieure que dans le cas d'élections à enjeu national. Par ailleurs le fait qu'il s'agisse des listes des conseillers municipaux et non des maires peut atténuer sensiblement l'effet du choix de personnalités locales connues et donnent plus d'importance aux affinités politiques de partis.
- 18 Dans ce mode de scrutin compliqué où l'accent est donné à la démocratie directe du choix des édiles, il devient par conséquent possible que le maire élu n'appartienne pas au parti qui a obtenu la majorité des voix au conseil. Il ne s'agit donc pas de trop extrapoler de ces résultats aux acteurs qui ensuite vont dominer la vie publique locale, mais de bien considérer ces résultats comme l'expression du climat politique propre à chaque commune.
- 19 Enfin aux deux dates (février 1992, juin 1996) les élections municipales ont eu lieu quelques mois avant les élections législatives et présidentielles (septembre 1992 et novembre 1996) ; elles peuvent à ce titre être considérées comme un banc d'essai pour les suivantes.

Une information limitée sur les partis en présence

- 20 Le paysage politique des partis dans les débuts du retour à la démocratie électorale libre est partout composé d'une multitude de groupements et d'associations (114 sont enregistrés pour 1992). Les axes de la différenciation sont moins structurés par une bipolarisation d'arrière plan que dans d'autres pays comme la Bulgarie (Billaut, 1995). On peut néanmoins schématiquement les rassembler sous quelques tendances, qui s'entrecroisent. La voie libérale de rupture radicale avec les structures étatiques et socialistes du régime précédent s'oppose à la voie néosocialiste. A cette opposition se superpose une autre opposition, entre les tenants d'un libéralisme via la relance des partis historiques ou au contraire ceux qui sont convaincus de la nécessité de partir sur

des bases nouvelles, appropriées aux réalités d'un monde qui n'a plus grand chose à voir avec la situation d'avant-guerre ; la CD (Convention démocratique) devenue CDR (Convention démocratique roumaine) est l'émanation fragile de tous ces courants, considérés « de droite ». Au sein de la nébuleuse néosocialiste considérée « de gauche », d'autres clivages existent entre réformateurs étatiques – le FSN (Front de salut national, dominé par I. Iliescu, président de la République depuis 1991) devenu PDSR (Parti démocrate socialiste de Roumanie) – et réformateurs plus progressistes de l'USD (Union socialiste démocrate) dirigée par P. Roman (premier ministre de 1991 à 1993) qui a pris le relais de l'USD (Union de la gauche démocrate) quand P. Roman a quitté le FSN. Affirmer son appartenance politique à travers une formation identitaire ethnique est une autre formule, autorisée par la Constitution (ce que ne permet pas la constitution bulgare par exemple), qui est retenue soit par les minorités telle celle des Hongrois – UDMR (Union démocrate maghiare de Roumanie) – et celle des Tsiganes, soit aussi par des Roumains qui se sentent en danger. Parmi les nationalistes roumains, cette option est elle-même segmentée par les enjeux économiques entre une tendance étatiste – le PRM (Parti de la grande Roumanie, de tendance populiste) – et une tendance plus libérale – le PUNR (Parti de l'Union des Roumains, comme réponse transylvaine spécifique au Parti hongrois de l'UDMR).

- 21 L'information communale fournie ne donne qu'une vision sommaire de ce paysage complexe. En 1992, 9 partis sont distingués, la dixième catégorie « Autres » regroupe indistinctement tout le reste (soit 17 % des votes valables exprimés) ; en 1996 l'information est encore plus réduite, avec 6 partis et la catégorie « Autres » qui atteint alors 31 %. Nécessaire, la comparaison stricte des partis entre les deux dates est délicate car le contenu des objectifs a bougé et certains leaders ont changé de groupe. La « boîte noire » est cette catégorie « Autres », fourre-tout dans lequel se retrouvent des tendances totalement opposées comme le PSM (Parti socialiste du travail) héritier le plus proche de l'ancien parti communiste, le PAC (Parti de l'Alliance civique) rassemblement d'intellectuels libéraux réformateurs, le PDAR (Parti démocrate agraire de Roumanie) représentant les agronomes et techniciens de l'agriculture collectiviste en voie de démembrement et proches d'I. Iliescu, etc. C'est pourquoi malgré son importance numérique, cette catégorie « Autres » sera peu commentée, d'autant qu'elle n'a plus de signification sérieuse dans les joutes électorales nationales des législatives.

Que repérer ? La construction analytique du résultat électoral

- 22 Le résultat électoral est d'abord celui qui indique le(s) gagnant(s) et les perdants de la consultation. Il s'agit donc de repérer dans chaque commune quel est le parti qui a obtenu le maximum de voix ; mais compte tenu que le maire, élu séparément, peut-être d'un autre parti, cette image d'ensemble est beaucoup moins connue que l'image de la répartition des partis des maires.
- 23 L'analyse du profil communal de répartition de l'ensemble des votes entre les différents partis fournit un autre résultat, qui traduit mieux la palette des sensibilités politiques présentes dans l'électorat de chaque commune, et probablement reflète mieux la structure sociale et culturelle de chaque lieu. Or la signification politique des votes n'est pas la même si le parti gagnant est très majoritaire ou au contraire talonné de près par d'autres partis concurrents, de tendance voisine ou opposée. L'analyse du profil communal de répartition des voix entre les partis permet également de saisir les cas de

sur-représentations exceptionnelles, fréquents pour les petits partis qui n'atteignent presque jamais la première place mais peuvent révéler une sensibilité politique dérangeante pour les grandes formations (cas du PRM).

- 24 Pour répondre à l'hypothèse d'une différenciation (ou non) des comportements politiques entre villes et campagnes, il faut par ailleurs segmenter le territoire national selon des catégories pertinentes par rapport à l'hypothèse. Nous avons établi la segmentation suivante : les grandes villes municipales (55 cas), les autres villes (205 « orase »), les communes limitrophes des villes (1243 cas), les « petites villes » dans une acception large regroupant toutes les communes entre 5 et 20 000 habitants (163 cas ; Emsellem, 2000), et enfin les communes rurales éloignées des villes (non limitrophes, 1442 cas).
- 25 Les outils statistiques utilisés sont ceux de la classification typologique (CAH), de la mesure du Khi^2 pour le test d'indépendance entre les catégories géographiques et leurs résultats politiques. Qui dit géographie électorale dit production de cartes. Mais le jeu de cartes est un jeu dangereux car la construction des légendes, le choix des couleurs peuvent donner lieu à bien des manipulations au profit d'images chocs qui resteront dans les mémoires et seront le support parfois erroné des représentations mentales du fait politique. D'où la nécessité avant de regarder la carte de comprendre son mode de construction et de ne lui faire dire que ce qu'elle représente ! Les cartes en couleur sont publiées dans l'Atlas de la Roumanie (2000).

Les résultats : une mosaïque géopolitique délicate à interpréter

- 26 La réponse des urnes est celle d'une absence de zonation spatiale claire, à l'exception de la réponse hongroise (UDMR) et de la réplique nationaliste roumaine du PUNR, spécifique au cœur de la Transylvanie. Cette réponse d'indifférence géographique qui va en s'accroissant entre 1992 et 1996 est d'autant plus surprenante au premier abord que la majorité des faits socioéconomiques de cette décennie se caractérise au contraire par diverses fortes différenciations spatiales.

Le taux de participation, un test de citoyenneté ?

- 27 63 % en 1992, 57 % en 1996, ce sont des taux bien modérés, mais on doit se rappeler que les élections à objectif local mobilisent toujours moins les électeurs que celles à objectif national ; les législatives déplacent aux urnes 76 % des électeurs aux deux dates et 76 % pour les présidentielles de 1996.
- 28 Le contexte de 1992 est celui de l'effervescence dans les campagnes avec la reprise de possession des terres, tandis que dans les centres industriels commence la divergence de situation entre les petites entreprises et les unités sous-traitantes qui ferment et les grandes entreprises qui résistent voire même embauchent encore dans les secteurs considérés « stratégiques » comme la sidérurgie ; le chômage pointe mais timidement. Le contexte de 1996 est tout autre : la crise économique est installée, le chômage largement présent, le niveau de production reste à 60 % de ce qu'il était évalué en 1990 ; un sentiment général de déception et de désenchantement devant le marasme qui dure conduit à l'attente d'un changement politique, d'autant que se profilent à l'horizon les

discussions sur l'entrée dans l'Union européenne avec l'espoir que la Roumanie sera parmi les pays retenus.

- 29 La géographie du taux de participation est assez différenciée. En 1992 sur un fond général de participation supérieur à 60 % et avec un pôle dépassant les 80 % dans la région à dominante hongroise (judete Mures, Harghita, Covasna), quelques zones sont abstentionnistes : le Maramures, les hauteurs des Monts Apuseni, le bassin minier du Jiu, le piémont d'Olténie et la région méridionale de Bucarest. En juin 1996, la géographie est similaire ; mais le déclin global de participation passe moins par un renforcement sur les lieux précédents que par une diffusion de l'abstention autour de ces lieux, en particulier dans toute l'Olténie et la Munténie ainsi que dans les judete de la Moldavie orientale où antérieurement il n'y avait que quelques taches. D'où la valeur du coefficient de corrélation entre les deux dates qui n'est que de $r = .57$. Il s'agit donc d'une généralisation rampante du désintérêt pour la chose politique, alors même que 1996 s'annonce une année électorale cruciale.
- 30 On considère en général que le taux de participation est un test de citoyenneté conditionnelle : la participation est d'autant plus faible que l'électorat est plus anonyme, ce qui est le cas des villes ; chaque électeur perçoit sa voix comme « perdue » dans la masse ; inversement la participation est d'autant plus forte que l'électorat est constitué de petits groupes à forte interconnaissance, ce qui est le cas des campagnes. Le comportement électoral roumain confirme cette règle générale, quoique sans contrastes très accusés : les grandes villes municipales ont le plus faible taux de participation (58 % en 1992, 53 % en 1996) et les communes rurales le plus fort (63 % en 1992, 60 % en 1996).

La répartition des voix entre les partis sur l'ensemble du territoire : la bipolarisation s'affaiblit, l'instabilité des choix communaux est grande et la mosaïque se miniaturise

- 31 En 1992 le FSN (33 %) et la CD (24 %) rassemblent 57 % des suffrages exprimés, dans une bipolarisation relativement nette. La carte où sont localisés les partis arrivés en tête est dominée par la présence du FSN, en patchwork avec les « Autres » (14 %, et 29 % si on leur ajoute les trois partis) et la CD (19 %) ; toutefois deux aires régionales se distinguent, celle de Transylvanie centrale où le noyau maghiar UDMR (7 %) et le noyau PUNR (5 %) sont en contiguïté, et celle du Banat par sa préférence pour la CD ; mais, à quelques cas près, ni le PRM (2 %) ni l'USD (1 %) ne sont en première place sur ces listes municipales et donc n'apparaissent pas sur la carte. La situation est assez différente sur la carte communale qui représente les profils de répartition des voix entre les partis : elle fait apparaître les effets de seconde place ou de forte sur-représentation relative d'un parti secondaire mais localement fort ; la prédominance du FSN faiblit, talonné par les « Autres » ce qui se traduit déjà par une image en mosaïque ; la présence du parti nationaliste roumain PUNR est plus étendue et surtout l'autre parti nationaliste roumain « Romania Mare » (PRM, 2 %) de tendance populiste apparaît un peu partout sur l'ensemble du territoire.
- 32 En 1996 une redistribution a lieu. Le parti au pouvoir (FNS dirigé par I. Iliescu s'était scindé lors des élections législatives de 1992 en FNS et FDSN qui deviendront ensuite PD avec P. Roman et PDSR avec I. Iliescu) est affaibli par la scission et il ne capte plus que 19 % des voix. Son opposant principal, la CD devenue CDR, a également légèrement régressé à ce niveau communal (24 à 20 %) mais le dépasse d'un point. La nouvelle USD (Union démocrate socialiste qui prend la suite de l'USD, Convention de la gauche

démocrate, incluant le PD) avec P. Roman en leader est la grande gagnante (12 %) ; les deux partis nationalistes roumains progressent également : de 2 % à 3 % pour le PRM, d'à peine 4 % à 5 % pour le PUNR. La carte des partis arrivés en tête donne alors l'avantage aux « Autres » (34 %) et tous les partis sont déjà présents à ce niveau de lecture. Quant à la carte des profils communaux de répartition de voix entre les partis, elle est une fine mosaïque sur l'ensemble du territoire, jusque dans le Banat qui a retiré sa confiance à la CDR ; seule la Transylvanie centrale reste fidèle à ses votes « nationaux » et avec un élargissement considérable de la présence du PUNR.

- 33 Rappelons que ces deux caractères, celui de la bipolarisation et celui du renversement de tendance – aux dépens du mouvement néocommuniste et au profit du mouvement libéral démocrate – sont nettement plus marqués quand il s'agit des enjeux nationaux des législatives et des présidentielles.
- 34 L'instabilité des choix communaux peut s'exprimer à travers un indice qui estime le pourcentage de communes restées dans le même profil de répartition des voix aux deux dates par rapport à la somme des communes qui à l'une ou l'autre date ont appartenu à ce profil. En ordre décroissant on retrouve l'UDMR (80 %, 165 cas) puis le PUNR (36 %, 115 cas), l'hétéroclite « Autres » (36 %, 312 cas), le FSN-PDSR (34 %, 282 cas), puis la CD-CDR (19 %, 61 cas) et enfin le PMR (7 %, 12 cas) et l'USD (3 %, 16 cas). Au total seulement une commune sur trois est restée en 1996 fidèle à son orientation de 1992 (963 cas sur 2940, 33 %) ; les glissements en tous sens sont multiples.

La part des effets de contexte -socio-économique, culturel et géographique – dans l'interprétation

- 35 Avec la mosaïque spatiale présente en 1992 et qui s'accroît en 1996, il n'est guère probable de trouver des relations significatives entre les choix politiques et les conditions locales, que celles-ci soient d'ordre socio-culturel, économique (les deux premiers modèles signalés) ou même de position géographique au sein du système d'habitat.
- 36 En effet, au niveau des 3 000 unités communales, les mesures de corrélation n'apportent aucune réponse. Le taux de salariés industriels et leur variation entre 1992-1996 (mesure indirecte de la crise du système industriel et de la montée du chômage), la taille moyenne des exploitations agricoles individuelles, le taux de la population jeune, le taux de la population tzigane, le taux de la population ayant une formation supérieure, etc. aucune de ces variables a priori capable d'influencer la prédisposition de vote n'a la moindre corrélation significative avec la représentation des partis. La seule corrélation significative ($r = .35$) est celle entre le taux de participation et le Parti maghiar (UDMR) : la conscience de l'utilité de participer au vote pour assurer la reconnaissance du groupe est ici nette.
- 37 Les répartitions de profils politiques en fonction des catégories de statut administratif, de la proximité ou de l'éloignement des villes n'en apportent guère davantage. Les surreprésentations relatives sont si modestes que nous n'en indiquons que la tendance. Les grandes villes municipales optent en 1996 plus clairement en faveur de la CDR, au contraire des autres villes. L'USD de P. Roman capte sur le terrain du FSN-PDSR de I. Iliescu, d'abord dans les campagnes puis dans les villes, à peine dans les municipales. Le PRM (nationaliste populiste), qui avait ses origines dans les grandes villes, s'installe ailleurs, en particulier dans les communes les plus éloignées des villes. Les ceintures de

communes rurales limitrophes des villes ne ressemblent ni aux villes centres ni ne sont en opposition ; une certaine sur-représentation relative des « Autres » ne fait que confirmer leur diversité très grande.

- 38 Envisagées du point de vue de leur évolution démographique, les communes et villes en croissance ont une présence plus fréquente du profil spécifié par les « Autres », tandis que les communes en déclin qui sont presque toutes rurales ont plutôt des profils à base « nationaliste » (PUNR, UDMR, PRM) ; c'est-à-dire l'aire transylvaine.
- 39 Pour les villes, que nous avons caractérisées en cinq types selon leur profil d'activités (en salariés), quelques nuances apparaissent, mais là encore avec une très grande instabilité d'une date à l'autre. Parmi elles, les 86 villes à profil « complexe », qui sont aussi les plus grandes villes, passent d'une surreprésentation relative PRM à une surreprésentation CDR ; les 86 villes à profil « agricole » avaient une surreprésentation relative USD et regardent en 1996 vers le PRM ; les 54 villes très « industrielles », qui étaient sensibles en 1992 à la CD, font davantage confiance au PDSR en 1996 avec la crise industrielle !
- 40 Tout cet effort pour traquer certaines affinités entre les types de milieux et les types de sensibilité politique est assez vain. La grande conclusion sur laquelle méditer est bien celle de l'indifférence géographique.
- 41 Reste l'interprétation par rapport au modèle internaliste politologique : n'est-il pas le modèle le moins impertinent dans ce cas de figure ? La complexité des modes de scrutin, le très grand nombre de partis (il faut 2 % de voix pour être reconnu) et leur labilité ne sont-ils pas pour une grande part responsables de cette indifférence ?

BIBLIOGRAPHIE

- BERINDEI M. (1998), « Les résultats des élections locales roumaines de juin 1996 », Paris, *La Nouvelle Alternative*, 44.
- BIBO I. (1985), *Misère des petits Etats de l'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan.
- BILLAUT M. (1995), « Les élections bulgares », *Revue géographique de l'Est*, 2.
- DREWSKI B. (1998), « Les paysages politiques du post-communisme », pp. 55-83, in REY V., *Les territoires centre-européens, dilemmes et défis*, Paris, La Découverte.
- EMSELLEM K. (2000), *Les petites villes dans le système de peuplement de la Roumanie*, Thèse Université de Paris I.
- HIRSCHHAUSEN (von) B. (1997), *Les nouvelles campagnes roumaines, paradoxes d'un retour paysan*, Paris, Belin.
- LAZAROIU S. (1996), « Normativism, rationalitate, participare. Perspective asupra votului », Bucarest, *Revista de cercetari sociale*, 2.
- MAUREL M.C., REY V. (1990), « Le retour des partis agrariens en Europe de l'Est ? », Paris, *Le Journal des élections*, 15.

NÈVE (de) D. (1998), « The political transformation in Romania since 1989 », Vienne, Südosteuropa Studie 62.

REY V., GROZA O, IANOS I., PATROESCU M. (2000), Atlas de la Roumanie, Paris, La Documentation Française.

SIEGFRIED A. (1964), Tableau géographique de la France de l'Ouest, Paris, Colin (1ère édition 1913).

VANLAER J. (1991), « Les premières élections libres en Europe de l'Est, systèmes de partis et clivages régionaux », Revue belge de géographie, pp. 141-178.

RÉSUMÉS

L'analyse des résultats des élections municipales de 1992 et 1996 en Roumanie, au niveau des 2960 unités administratives, permet de façon exceptionnelle de s'interroger sur la manière dont localement les populations ont choisi leurs conseils municipaux, si villes et campagnes se trouvent dans des configurations différentes, si apparaissent des solidarités politiques territoriales transgressant les intérêts catégoriels. Les théories de géographie électorale et les hypothèses formulées dans le contexte roumain de la transition post-socialiste sont définies. Les résultats mettent en valeur une répartition en mosaïque des tendances politiques, c'est-à-dire une étonnante indifférence géographique des réponses politiques, à l'exception marquée de la zone transylvaine centrale où habite la minorité hongroise. Quel sens donner à une telle indifférence, par rapport aux difficultés que le fait politique peut rencontrer pour structurer la transition ?

The results of the Romanian local elections in 1992 and 1996 (on 2960 administrative units) are analysed through theoretical approaches and specific hypotheses related to the post-socialist transition. They show a spatial pattern of the political parties very indifferent to the geographical structures (towns/ countryside) except for Central Transylvania (Maghiar minority). Such a result asks about the political difficulties encountered by Romania for restructuring its society and bypass the transition period.

INDEX

Mots-clés : géographie politique, élections, théories de géographie électorale, villes/campagnes, Roumanie, transition post-socialiste

Keywords : political geography, theories, rural/urban relations, Romania, post-socialist transition

AUTEUR

VIOLETTE REY

ENS-LSH, Géophile, UMR CNRS « Géographie-cités », Lyon, Violette.Rey@ens-lsh.fr